

Des vols, braquages et cambriolages téléguidés et depuis la maison centrale d'Arrêt de Bamako ? Vrai de vrai !, la preuve ici !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 28 JUIN 2019

397

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Cnid FYT, Tabital Pulaaku et Ginna Dogon

Regards croisés sur les tueries de masse



Affaire Birama Touré : Début du procès en diffamation de Karim Keïta contre le Sphinx et radio RFM



IBK chez le Chérif de Nioro : L'Etat à terre !

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Une Brèves	Cnid FYT, Tabital Pulaaku et Ginna Dogon : Regards croisés sur les tueries de masse	P.4
	Audiences à Koulouba : Le Président IBK reçoit le vice-président angolais et la présidente du C. I. P de l'UEMOA	P.8
	Coopération militaire Nord Sud : La Russie est prête à contribuer à la stabilisation au Mali	P.8
	Visite de travail et d'amitié du Premier ministre en Côte d'Ivoire : Convergence de vue entre Bamako et Abidjan	P.8
	Industrie oléagineuse : Construction d'une usine de transformation de noix de Karité au Mali	P.9
	Commune III du district de Bamako : Un ancien ministre assommé a coup de pilon par son propre fils	P.9
Actualité	Mutation de 322 magistrats sur les 500 : Le ministre malien de la Défense en Russie	P.11
	Affaire Birama Touré : Début du procès en diffamation de Karim Keïta contre le Sphinx et radio RFM	P.12
	Des vols, braquages et cambriolages téléguidés et depuis la maison centrale d'Arrêt de Bamako ? Vrai de vrai !, la preuve ici !	P.13
Politique	Administration territoriale : Quand le ministre Boubacar Alpha Bah se ridiculise 14	P.14
	IBK chez le Chérif de Nioro : L'Etat à terre !	P.16
	Honorable Issa Togo à propos des massacres du centre : « Nous aimons ce pays et on ne peut pas le laisser tomber ! »	P.17
	Mise en œuvre de l'Accord d'Alger : Le respect de l'intégrité territoriale seul du Mali ne suffit pas !	P.18
Culture & société	Religion : Les pays occidentaux incarnent mieux les valeurs de l'islam que les pays musulmans	P.20
	Ashley Henry dans les bacs : Le prometteur jazzman anglais annonce son premier album	P.21
International	Attentat en Tunisie : Un policier tué et huit blessés dans deux attentats-suicides à Tunis	P.22
	Démission de Aliou Sall : Les alliés du président créent la surprise !	P.22
	Côte d'Ivoire : L'ONU appelle à « redoubler d'efforts » en vue de la présidentielle de 2020	P.23
Sport	L'appel du Comité de normalisation : Aux candidats à la présidence de la Fédération malienne de football	P.24
	Coupe du monde U-19 de basketball Héraklion (Grèce) 2019 : L'accompagnement des champions par le ministre	P.25
	CAN 2019 : Les «Pharaons» d'Egypte affichent leur soutien à Amr Warda	P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Directeur de la Publication** : Casimir Sangala
- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Ali Moro, Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougé

P.8



P.11



P.17





Cnid FYT, Tabital Pulaaku et Ginna Dogon : Regards croisés sur les tueries de masse

La politique, ce sont parfois des coups d'éclats qui font la Une. Mais, c'est toujours pour les partis sérieux du travail de fourmis. Et même de la sueur sous la pluie.

Le Congrès National d'Initiative Démocratique – Faso Yiriwa Ton (CNID- FYT), quoi qu'on puisse penser, fait partie de ces partis politiques qui œuvrent inlassablement pour faire avancer le pays, s'occuper de ses problèmes et panser ses plaies. Aussi, le parti connu de tous pour être celui du Soleil levant, ne peut rester en spectateur de la situation dramatique dans laquelle le Mali plonge par à-coups depuis 1990 et la rébellion faussement dite touareg. Et plus précisément, depuis sa phase entamée en 2012. Avec des soubresauts qui exposent chaque jour davantage le pays à un péril grave et imminent. Tout le monde est d'accord pour dire que seuls les maliens eux-mêmes pourront extraire leur pays de la situation dramatique dans laquelle il se trouve et que c'est tous ensemble qu'ils le feront – ou périront. Ce travail de rassem-

blement pour le sursaut, il faut bien que certains se dévouent pour le faire. Cela commence forcément par « démarcher » des entités de gauche à droite pour comprendre les problèmes puis harmoniser les vues. Et préparer ainsi l'action commune à échelles graduellement montantes. Ça se bâtit brique par brique jusqu'à atteindre l'objectif. Le Cnid FYT et son président Maître Mountaga TALL sont engagés dans une telle démarche qui vise à favoriser l'émergence d'une masse critique des forces aptes à relever le défi. Aussi, le leader du Soleil levant a pris son bâton de pèlerin pour aller rencontrer et/ou recevoir les entités politiques, civiles et autres pour confronter les vues et préparer le terrain pour l'action commune à une échelle conséquente.

Les deux dernières éditions, en date bien sûr, de l'exercice du genre ont conduit la 5ème forces politiques du Mali (sur plus de 200 partis politiques classés officiellement) au siège de Tabital Pulaaku (une organisation faitière des Amis de la culture Peule) et chez Ginna Dogon (une organisation Dogon civile non armé

– donc contraire à Da Nan Ambassagou). Les deux entités sont pacifiques et pacifistes et entendent œuvrer dans la légalité républicaine.

Convergences de vues

Les positions, cadre d'actions et postures peuvent différer. Mais lorsque les motivations qui font courir sont identiques, alors les divergences cèdent le pas aux convergences. Et c'est ce qui s'est passé – paradoxalement, serait-on tenté de dire – avec ces deux rencontres que seul le hasard des calendriers a fait se suivre et se succéder.

On sait aujourd'hui au Mali : c'est le supposé conflit Dogon-Peul qui domine l'actualité du pays. S'entretenir avec l'un juste après l'autre permet d'avoir un regard croisé et synthétique. À l'ACI, Rive gauche et Bamako ouest pour Tabital Pulaaku, la délégation du CNID-FYT fut reçue le 12 juin par le Président Abdoul Aziz DIALLO accompagné de son Vice-président et de ses plus proches collaborateurs.

Un tableau sombre

Une fois rentré dans le vif du sujet, le Président TALL a embrayé avec le constat des nombreuses victimes que connaît le pays et exprimé la pleine disposition de son parti à contribuer et à agir afin que le Mali redevenue

ce qu'il a toujours été : un havre du vivre ensemble en paix.

Le Président DIALLO a lui dressé le tableau sombre que vit le pays pour l'expliquer par un facteur exogène et se demanda s'il n'existait pas une entreprise mondiale de déstabilisation derrière notre situation. Le rôle (taxiste) de l'Etat est évoqué : « À Tabital, on a alerté tôt... ». Mais jamais une réaction significative de l'Etat n'a été enregistrée.

Abdoul Aziz DIALLO développe ensuite les techniques utilisées par les déstabilisateurs pour s'incruster, tuer des populations et accuser les Peuls pour susciter les représailles. Et ainsi à terme, provoquer la guerre civile. Le même scénario satanique est reproduit au Burkina Faso a-t-il dit.

Le président de Tabital Pulaaku A.A.DIALLO déplore le fait que le Président de la République n'a jamais dit : «Tous les Peuls ne sont pas des terroristes ». Il rappelle le fait que les Jihadistes ont tué plus de Peuls que toutes les autres communautés réunies. En face, l'Etat reste inerte. Les Jihadistes aggravent leurs exactions et oppression. Ils font payer des amendes à présent (2 à 3 millions de francs CFA) ; ou alors le cercueil ou partir. Les réfugiés à Bamako continuent à subir des exactions et tracasseries.

L'Etat, lui, reste en spectateur et l'armée vient après les tueries. Le vieux DIALLO est livide après son intervention.

Le Président de Ginna Dogon était lui aussi choqué après avoir édifié la délégation du Cnid

sur la vision de son organisation sur les douloureux événements qui endeuillent les deux Régions de Ségou et de Mopti (contre du Mali). C'est le 19 juin (une semaine après Tabital) que le Président du CNID- FYT et sa délégation furent reçus par le Président Mamadou TOGO, assisté de son Vice-président ONGOÏBA et ses plus proches collaborateurs.

Après avoir évoqué le passé harmonieux du pays et la nécessité de recoudre le tissu social, Me TALL a demandé aux dirigeants de Ginna leur lecture de la situation.

Le Président TOGO soulignera le fait que « nous sommes des frères ». Et pour prouver l'interpénétration des communautés, il ajoute : « Il n'y a pas de quartier Peul à Bandiagara ». Il aurait pu ajouter plus, mais passons. Du coup, il avoue : « Nous sommes éberlués. On se demande ce qui arrive. Nous étions une nations : qu'en reste-t-il ? ». Aussitôt, il évoque les bras croisés de l'Etat face aux maux dont « nous souffrons tous ».

La main invisible qui allume le feu

C'est avec la mort dans l'âme que Mamadou TOGO constate avec tristesse et désespoir : « Les Peuls quittent Bandiagara...les esprits malsains continuent à semer la zizanie. Les Jihadistes veulent attaquer, ils demandent aux Peuls de partir. C'est un élément étranger qui nous oppose. Il nous faut nous unir pour les chasser ».

Son Vice-président, Hamidou ONGOÏBA, partage la même analyse que lui. Lui aussi pointe le rôle des éléments étrangers et estime que la solution est de les anéantir ; ces « esprits malsains ».

Enfin, le Président TOGO évoque les séquences du film macabre des tueries de Sobane (9-10 juin dernier). De l'alerte donné aux autorités (plus Barkhane) avant et pendant les massacres de l'après-midi à tard la nuit et l'absence de toutes autorités étatiques ou militaires jusqu'au départ total des tueurs. Mais personne n'est venue.

Lui aussi est émotionnellement à genoux après son intervention. Comme son homologue de Tabital une semaine auparavant.

On voit le mensonge que colportent la presse et la communauté internationales qui veulent imposer l'idée d'une guerre ethnique Peul-Dogon. Mais l'on voit à travers ce regard croisé (croisé par Cnid interposé) que les convergences sont là : l'incompréhension, la volonté de renouer avec le passé, l'indexation d'une main invisible qui sème la zizanie, la passivité de l'Etat (et de la communauté internationale !) qui laisse faire et le désespoir face aux malheurs.

On voit que le concept de « tueries interethniques au Mali » ne tient pas la route. Bannissons-le.

■ **AMADOU TALL**



Studio Tamani

MALI Arrestation des maliens en Mauritanie, le CSDM demande aux autorités de s'impliquer pour leur libération Un projet de vague mutation des magistrats en vue CAN Égypte 2019, le Mali affronte demain la Tunisie pour sa 2ème sortie +d'info sur : <https://bit.ly/2xi8fPa>
KORO : une attaque dans le village de Yoro fait 1 mort et 2 blessés. Les assaillants ont pillé des boutiques, incendié des maisons et emporté des bétails avant de détruire le réseau de téléphonie du village. Lire la suite sur : <https://bit.ly/2Lp23x5>



Presidence Mali

Cérémonie d'installation des facilitateurs du dialogue politique inclusif, en cours, à Koulouba, présidée par le Président de la République, Chef de l'Etat, en présence de nombreux invités.



Lefaso_net

Burkina : Djibrill Bassolé a été de nouveau hospitalisé dans la capitale « Le général est hospitalisé depuis hier nuit à l'hôpital Blaise #Compaoré pour de très graves maux de ventre », a informé ce jeudi matin une source proche de lui <https://lefaso.net/spip.php?article90456> ... lwili



Mamadou Ismaila KONATE

Affaire Alstom : "Mon entreprise m'a laissé seul face à la justice américaine" - <http://Capital.fr>



Iba (Ibrahim) Toure

Nous avons visité la nouvelle usine de ciment à Kati (CMM), qui est en construction. Un investissement de 20 milliard fcfa, la production va commencer en sept 2019. Vu la forte demande de ciment au Mali, et une production limitée, CMM compte déjà investir dans une extension Mali



Edith Brou

Être fière et ne jamais baisser la tête. S'affranchir des limites imposées par la société et se ré-appropriier la narration autour de notre continent africain. Modèle shooté: Seynabou Dia, CEO de Global Mind Consulting Crédit-photo : @JeanMarc_Andre #WIASummit #TheFuturesYou



SG Africa

Les entrepreneures Women In Africa 2019 sont arrivées à Marrakech ! Avant le sommet, 2 jours intenses de formation sur le campus du @GroupeEMSI #WIASUMMIT #TheFuturesYou



Aude de Thuin, Women in Africa Initiative, Innovation Lab by @SocieteGenerale et 6 autres

2 réponses 10 Retweets 23 j'aime

• • SG Africa Compte certifié @SG_Africa 23 hil y a 23 heures
1ère formation dispensée par @SocieteGenerale : personal branding sur LinkedIn ! Apprendre à soigner son image et mettre en avant son activité sur les réseaux sociaux est primordial pour les entrepreneurs!





L'accès au financement est une des difficultés souvent évoquée par les entrepreneures africaines. Pour les aider à gérer au mieux la relation avec la banque, 4 de notre banquières sont allées à la rencontre de ces femmes pour une formation « coaching » ! WIASUMMIT



La France au Mali

Pour ses 75 ans, l'Institut de Recherche et de Développement #IRD a réaffirmé son partenariat étroit avec le #Mali par une journée portes ouvertes, en présence notamment du Premier Ministre Boubou Cissé et de Jean-Paul Moatti, Président de l'IRD sciences formation



Kamissa Camara

Nos aigles ont survolé leur premier match. Ils ont fait la fierté de toute une nation, de tout un peuple. Félicitations à ces ambassadeurs sportifs de notre Maliba Mali CanEgypt2019



MINUSMA

Lacroix_UN : « Notre action commune doit aider à donner un élan décisif aux actions du Président Ibrahim Boubacar Keïta et de son gouvernement en faveur du retour de la paix, de la réconciliation nationale et du développement » Mali



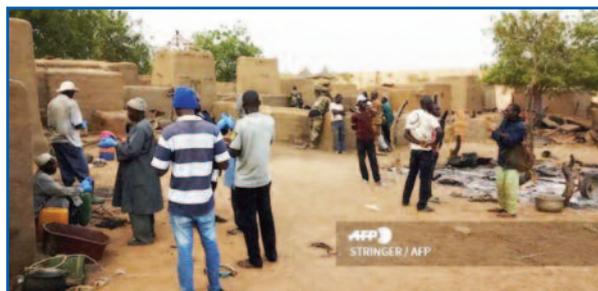
Michel Sidibé

Avec les consultants de Gavi, nous avons finalisé une demande de financement supplémentaire de 12 millions US \$ pour le renforcement du système de santé primaire pour servir de catalyseur à la première vague de la réforme de la santé au Mali



aBamako

Mali KORO : une attaque dans le village de Yoro fait 1 mort et 2 blessés [.http://news.abamako.com/h/215588.html](http://news.abamako.com/h/215588.html)



Audiences à Koulouba : Le Président IBK reçoit le vice-président angolais et la présidente du C. I. P de l'UEMOA



Le président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita a reçu cet après-midi en audience, successivement SEM Bornito de Souza Balthazar Diogo, vice-président Angola et Mme Aka Véronique Amanan, épouse Bra Kanon, présidente du Comité Interparlementaire de l'UEMOA.

Le vice-président angolais est dans notre pays dans le cadre de l'anniversaire de la mort de Me Alioune Blondin Beye, décédé le 26 juin 1998 alors qu'il faisait la médiation entre les belligérants angolais. Avec le président IBK, il a fait le point de la Coopération entre les deux pays. Le président de la République a demandé que les autorités de Luanda prennent soin des Maliens vivant en Angola.

Avec la présidente du Comité Interparlementaire de l'UEMOA, il a été question de la situation sécuritaire dans l'espace communautaire.

Coopération militaire Nord Sud : La Russie est prête à contribuer à la stabilisation au Mali



La Russie est prête à contribuer à la normalisation de la situation au Mali et à la création de conditions propices à une paix et à une stabilité durables dans ce pays. C'est ce qu'a déclaré le chef du département militaire russe, le général de l'armée, Sergei Shoigu, lors d'une réunion avec le général Ibrahim Dahirou Dembélé, ministre de la Défense et des Anciens Combattants du Mali, tenue dans le cadre de l'ARM 2019. Forum ?????.

Visite de travail et d'amitié du Premier ministre en Côte d'Ivoire : Convergence de vue entre Bamako et Abidjan



Abidjan, le 26 juin 2019 - Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé s'est entretenu tête à tête, en fin d'après-midi, avec son homologue ivoirien, M. Amadou Gon Coulibaly, suivi d'une séance de travail élargie aux membres des deux délégations. Au menu des échanges, le renforcement des relations dans les domaines de l'énergie, du transport, du commerce et de la santé.

La visite de travail se poursuivra dans la matinée du jeudi 27 juin 2019 par une rencontre avec les maliens vivants en Côte d'Ivoire et des réunions de travail sont également prévues dans la journée entre les ministres maliens présents dans la délégation et leurs homologues ivoiriens.

Pour rappel, le Premier ministre est accompagné d'une délégation comprenant le Ministre de la Santé et des Affaires sociales, M. Michel Hamala Sidibé, le Ministre de l'Energie et de l'Eau, M. Sambou Wagué, le Ministre du Transport et de la Mobilité urbaine, M. Ibrahima Abdou Ly, le Ministre des Maliens de l'extérieur, M. Amadou Koïta ainsi que le Président de la Chambre de commerce et d'industrie, M. Youssouf Bathily et des opérateurs économiques.

■ **Primature du Mali**

Le ministre russe de la Défense a souligné le caractère traditionnellement amical des relations entre les deux pays, dont le soixantième anniversaire sera marqué l'année prochaine.

«Nous considérons la solide expérience de coopération acquise au cours de cette période comme une bonne base pour renforcer le partenariat dans divers domaines», a ajouté Sergei Shoigu.

À son tour, le chef du département militaire du Mali a exprimé sa gratitude au président russe Vladimir Poutine et au ministre de la Défense pour leur soutien au Mali.

Le conflit armé au Mali entre les forces gouvernementales et les milices de divers groupes a éclaté au début de 2012. À plusieurs égards, il a été provoqué par la montée des tensions en Libye après le renversement de Mouammar Kadhafi.

■ **Source: eng.mil.ru**

Industrie oléagineuse : Construction d'une usine de transformation de noix de Karité au Mali



Une convention de financement pour la construction d'une usine de transformation de noix de Karité au Mali a été signée lundi à Bamako, entre le directeur général d'Omniun Mali S.A, Simballa Sylla et le vice-président exécutif affaires publiques de sécurité de Endeavour Mining (RSE), Pascal Bernasconi, a constaté l'AMAP.

Étaient présents à la signature de la convention, les ministres de la Promotion de l'investissement privé, des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat national, Safia Boly, des Mines et du Pétrole, Lelenta Hawa Baba Ba ainsi qu'une délégation des femmes bénéficiaires du projet.

D'un montant de 3 milliards pour l'investissement global dont 560 millions (30%) financés pour un départ, l'usine de transformation de noix de karité aura une capacité de production de 14.000 tonnes par an. Le ministre Safia Boly a déclaré que le projet favorisera la dynamique de renforcement du tissu industriel malien et permettra le développement de pôles de croissance économique, contribuant ainsi au développement du secteur privé et à l'amélioration des conditions de vie des populations au niveau local.

« Ce projet aura un impact sûr et durable sur la commune Kalana (Région de Sikasso) et les communautés voisines. À ce titre, il impactera positivement environ 120.000 femmes non seulement dans la zone concernée mais aussi dans le reste du Mali et contribuera à la création d'emploi pour 12 cadres, 27 techniciens et 59 ouvriers », a déclaré le vice-président de Endeavour Mining (RSE), Pascal Bernasconi.

Pascal Bernasconi a enfin précisé que le tourteau de karité qui est un sous-produit de la production du karité va servir de combustible et donc induire, à terme, la protection de 6 millions d'arbres et l'économie de 15.000 tonnes de charbon par an.

Le Groupe minier Endeavour Mining est une compagnie de recherche et d'exploitation minière qui détient des actifs dans des pays d'Afrique de l'Ouest tels que le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali où il a opéré sur les mines d'or de Tabakoto et de Kofi, avant de s'installer à Kalana.

■ AG/KM

Commune III du district de Bamako : Un ancien ministre assommé à coup de pilon par son propre fils



Un ancien ministre d'ATT résidant dans un quartier populaire de la commune III, a été assommé par son fils, en état d'ébriété, à l'aide d'un coup de pilon, le samedi 22 juin 2019, avant de prendre la clé des champs. Depuis, le fils criminel reste toujours introuvable. Le samedi dernier aux environs de 10 heures, en commune III, un jeune sous l'emprise de l'alcool et de la drogue a assommé son père, un ancien ministre, à l'aide d'un pilon. Mécontent des mesures adoptées par ce dernier à son égard, le fils avait attendu le moment propice pour surprendre son père et commettre son forfait. Le rejeton donna un premier coup de pilon à son géniteur, avant de l'assommer avec un second heurt au niveau de la tête. Après son forfait, le fils criminel s'est fondu dans la nature. C'est ainsi que notre ancien ministre de la République fut transporté d'urgence dans un hôpital de la place pour subir des soins intensifs au service de réanimation.

Au moment où nous mettions cet article sous presse, notre ancien ministre avait repris conscience mais attendait toujours d'être évacué à bord d'un avion médicalisé pour suivre d'autres soins, plus intensifs à l'extérieur.

À en croire nos sources, lorsque la famille de notre ancien ministre avait décidé de porter plainte, ils ont été surpris par l'attitude d'un membre qui aurait demandé d'attendre le résultat de l'examen médical avant d'ester une action en justice. Heureusement, aux dernières nouvelles, la vie de notre ancien ministre ne serait pas en danger mais il devra suivre des traitements plus appropriés à l'étranger.

Au-delà de la famille, c'est la consternation dans tout le quartier en commune III, devant ce drame causé par ce fils du ministre connu pour son goût de l'alcool et de la drogue.

■ Mariam Konaré

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations du moment

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Mutation de 322 magistrats sur les 500 : Le ministre malien de la Défense en Russie



Le vaste mouvement de mutation des magistrats que nous avons annoncé lundi dernier a été fait le mardi 25 juin 2019 à la suite de la réunion du Conseil supérieur de la magistrature. Tous les procureurs des six tribunaux du District de Bamako ont été relevés. Les présidents des tribunaux aussi, à l'exception de deux qui ont permutés. Par contre, le procureur général près la Cour d'Appel de Bamako reste à son poste.

Le ministre de la Justice et des droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Me Malick Coulibaly gagne son 1er pari au département de la justice. Il a réussi à faire la mutation de 322 sur les 500 magistrats du Mali. Dans le lot des concernés par cette mutation se trouvent tous les procureurs et les présidents des tribunaux de Bamako.

Les nouveaux procureurs des six tribunaux de grande instance de

Bamako

Le vent de la mutation est parti avec tous les procureurs de Bamako. Chacun des tribunaux des six communes du district de Bamako a son nouveau procureur. D'abord, le nouveau procureur de la République près le tribunal de grande instance de la commune I est Aliou Cissé, précédemment Procureur du tribunal pour enfants. Au tribunal de grande instance de la commune II du district de Bamako, Youssef Fofana, précédemment, Président du tribunal du commerce, devient le nouveau Procureur. Mamoudou Kassogué, précédemment, 1er substitut du Procureur de la commune III remplace Bandiougou Diawara. Il est donc le nouveau Procureur en charge du Pôle économique et financier. L'ancien Juge d'instruction au tribunal de Kati, Siaka Siriman Diarra est le nouveau Procureur de la République près le tribunal de grande instance de la commune IV. Il remplace ainsi Dramane Diarra qui est désigné Procureur de la Répu-

blique près le tribunal de grande instance de Koutiala. Au tribunal de grande instance de la commune V du district de Bamako, l'ancien adjoint au directeur national de l'administration de la justice, Ladj Sara devient le nouveau Procureur. Quant à Samba Sissoko, précédemment Procureur près le tribunal de grande instance de Kati, il est le nouveau Procureur près le tribunal de grande instance de la commune VI.

Les Présidents des tribunaux de Bamako sont aussi concernés par la mutation

Les Procureurs des tribunaux de Bamako ne sont pas les seuls à être frappés par ce mouvement de mutation. Tous les Présidents des tribunaux ont été également touchés. Ainsi, chacun des six tribunaux de Bamako a un nouveau président. Au du tribunal de grande instance de la commune I du district de Bamako, le magistrat Kéoulé Dembéle, précédemment Président du tribunal de grande instance de Bougouni devient le nouveau Président. Oumou Niaré, précédemment substitut du Procureur de la commune III, est le nouveau Président du tribunal de grande instance de la commune II. En ce qui concerne le tribunal de grande instance de la commune III, l'ancien Président du tribunal de la commune V, Diarra Coulibaly vient aux commandes. Kassoum Koné, précédemment Président du tribunal de Mopti est le nouveau Président du tribunal de la commune IV du district de Bamako. Quant à Emmanuel Dakono, ancien Président du tribunal de la commune I, il est le nouveau Président du tribunal de la commune V. Au niveau du tribunal de grande instance de la commune VI, c'est l'ancien Procureur de la République près le tribunal de Kayes, Ansama Dolo qui devient le nouveau Président.

À ce niveau, il faut signaler que certains Procureurs de Bamako, notamment Bandiougou Diawara, Aboubacar Sidiki Samaké, respectivement Procureurs de la République en commune III et en commune VI du district de Bamako ont été désignés substituts du Procureur près la cour d'Appel de Bamako.

Certains Magistrats des cours d'Appel de Bamako, Kayes et Mopti concernés par le mouvement de mutation

Certains magistrats des trois cours d'appel du Mali sont concernés par cette mutation. En effet, même si le Procureur général près la Cour d'Appel de Bamako reste à son poste, ceux des cours d'Appel de Mopti et Kayes ont été remplacés. Hamandoun dit Balobo Guindo est le nouveau procureur général de la Cour d'appel de Kayes. Celui de Mopti est Adama Fomba, précédemment procureur à Sikasso.

Parlant des présidents de ces cours, Hamandoun Souleymane, précédemment en service au contrôle d'État, est le 1er président de la Cour d'Appel de Bamako. Quant à la cour d'Appel de Mopti, elle a comme nouveau président Mamadou Timbo. Celui de la cour d'Appel de Kayes reste à son poste.

Les motivations de ce vaste mouvement de mutation

Selon nos informations, cette mutation n'a pas été faite par hasard. Conscient de la dure tâche qui lui est confiée, le ministre de la Justice et des droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Malick Coulibaly souhaite, entre autres, satisfaire les besoins en personnel magistrat exprimé par les chefs de juridiction et de parquet ; assurer la mobilité du personnel magistrat, la plupart des magistrats concernés par ces projets ont plus de trois ans à leur poste ; renforcer le pôle Judiciaire Spécialisé de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée ; combler le déficit en personnel magistrat des Cours d'Appel de Bamako, Kayes et Mopti dont les effectifs ont considérablement réduit aux récentes nominations à la Cour Suprême et à l'inspection des services Judiciaires ; augmenter le nombre des magistrats du siège des tribunaux de grande instance pour rendre effective la collégialité, garante d'une bonne distribution de la justice ; poursuivre la mise en œuvre de la carte judiciaire en rendant opérationnels la Cour Administrative d'Appel de Bamako, le tribunal administratif de Gao, les tribunaux d'instance de Bla, Tomini, Bafoulabé, Kenieba, Diema, Fana, Dioila et Ouelessebouyou.

■ **Boureima Guindo**

Affaire Birama Touré: Début du procès en diffamation de Karim Keïta contre le Sphinx et radio RFM



Ce mardi 25 juin s'est ouvert à Bamako le procès en diffamation de Karim Keïta contre un journal et une radio privée. Le fils du président malien les accuse de diffamation après que son nom a été cité dans l'affaire Birama Touré, ce journaliste disparu en août 2016.

Ce 25 juin, s'ouvrait à Bamako, la capitale du Mali, le procès dans l'affaire qui oppose Karim Keïta contre l'hebdomadaire Le Sphinx et une radio privée. Le fils du président malien Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) a porté plainte pour diffamation après avoir été cité par des médias maliens comme étant au centre de l'affaire Birama Touré, du nom de ce journaliste du Sphinx, disparu depuis janvier 2016.

Ce mardi, le procès a démarré par une bataille de procédure entre avocats des deux parties. Ceux de la défense ont tout de suite haussé le ton. « Pour un procès en diffamation, la procédure a été violée », a tempêté Me Alassane Diop. Les avocats du plaignant protestent avec véhémence. Le juge a tranché et fixé le montant de la consignation à 100 000 francs CFA

(150 euros).

« La presse contre le pouvoir »

Dans la salle d'audience, une partie du public a crié son soutien aux deux journalistes poursuivis. À la pause, l'un des avocats des deux journalistes s'est dit serein pour la prochaine phase du procès. « Cela ne nous pose pas de problèmes, explique Me Alassane Diop. Nous sommes vraiment pressés d'aller au fond de cette affaire et de débattre de ce dossier. C'est un procès, celui de la presse contre le pouvoir. »

Réaction de Me Khalifa Yaro, l'un des avocats de Karim Keïta : « En réalité, pour nous, son honneur a été souillé par ces accusations. C'est pourquoi nous considérons que c'est de la diffamation. Il n'est, ni de près, ni de loin, mêlé à cette disparition. » Le procès reprendra le 3 juillet prochain et plusieurs personnes espèrent ainsi en savoir davantage sur la disparition de Birama Touré.

■ **Source Rfi**

Des vols, braquages et cambriolages téléguidés et depuis la maison centrale d'Arrêt de Bamako ? **Vrai de vrai !, la preuve ici !**

Dans la nuit du 22 au 23 juin 2019 vers 03 heures, les éléments de la Brigade de Recherche de la police du 6ème Arrondissement en patrouille de routine comme à leurs habitudes, ont croisé quatre (04) individus sur deux (02) motos Djakarta au quartier Boukassombougou. Soupçonnant un coup fourré, le chef de l'unité de patrouille a voulu arrêter les deux motocyclistes lesquels, en réaction, prennent la clé des champs. Une course poursuite s'en est suivie.

Dans leur tentative de se sauver, les suspects ont commis plusieurs infractions routières : non-respect de la priorité et des panneaux de signalisations en l'occurrence. Mais ayant constaté que leurs poursuivants n'avaient nullement l'intention de lâcher prise, l'un d'eux abandonna la moto près d'un garage-automobile au quartier Djéliougou et tenta de s'échapper à pied. Mais nos limiers

furent plus rapides. Il a pu être appréhendé et conduit au Commissariat du 6ème arrondissement. L'on apprendra ici qu'il répond au nom de Joël DIARRA.

Pendant ce temps, son second, Souleymane DABO, croyant qu'il avait définitivement échappé, emprunta un Taxi et ordonna au taximan de rouler plus vite. Refus catégorique du chauffeur, qui du coup, venait d'apercevoir un signalement de phare l'invitant à s'arrêter. Ce qu'il fit. C'était la patrouille de police en question. Ainsi, fut arrêté le deuxième suspect. Dans leur fuite, ils ont abandonné leur PA et un chargeur garni de six munitions de marque russe, qui furent retrouvées dans leur sillage. Interrogés au commissariat, les susnommés ont avoué être des brigands à la recherche d'éventuelles proies. Le nommé Souleymane Dabo affirme que l'arme et sa munition sont la propriété de leur chef se trouvant en prison. D'ajouter qu'il a reçu l'arme et le chargeur des mains d'Abdoulaye Coulibaly, frère cadet de leur chef.

Sur la base d'autres informations fournies par les deux suspects, une équipe de la brigade de recherche s'est lancée aux trousses d'un complice nommé Abdoulaye Coulibaly qui fut à son tour appréhendé.

Ce dernier déclare que la garde de l'arme et du chargeur en question est assurée par leur grand-mère dénommée Ami SACKO qui fut également interpellée à Babouyabbou.

Il ressort des interrogatoires que, conformément à un programme préalablement établi et adopté depuis la Cellule «11-10» de la MACA, ils avaient pour mission de cambrioler un commerçant et de braquer des motocyclistes. Ainsi avait ordonné le redoutable Mohamed TRAORE dit TIANA depuis sa cellule de détention.

En clair, quand bien même incarcéré, Tiana dirigeait avec une main de maître les opérations à l'extérieur de la prison.

Comme quoi, les quatre murs d'une cellule de prison ne parviennent désormais plus à arrêter les malfrats et..., pendant qu'on y est, que veut dire le chiffre «11-10» indiquant la cellule du redoutable Tiana ? Eh bien, c'est le Salon N° 11 et la Chambre n° 10. Comme pour dire que le suspect est logé dans un véritable appartement dans la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako !

■ **Bamanan den**



Administration territoriale : Quand le ministre Boubacar Alpha Bah se ridiculise



Au lieu de s'inscrire dans une approche réaliste avec les représentants de l'Etat dans les zones en proie à l'insécurité, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Alpha Bah a totalement raté la cible en invitant les administrateurs au respect du drapeau et de l'hymne nationaux. Une réaction qui a surpris les représentants de l'Etat qui ont réitéré leur appel à quitter les lieux d'insécurité.

C'est désormais un bras de fer entre les deux syndicats des administrateurs civils, notamment le Syndicat libre des travailleurs du ministère de l'Administration territoriale (Syltmat) et le Syndicat national des administrateurs civils (Synac) et le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Alpha Bah.

Et pour cause. Un communiqué et l'interview du ministre en charge de l'Administration territoriale, invitant, hymne national en main, tous les administrateurs civils au patriotisme. Une déclaration que les deux syndicats n'ont pas appréciée.

« Comme tout le monde, les CEN Synac et Syltmat ont noté, mais sans surprise, qu'au lieu de s'engager résolument à assumer pleinement leur rôle régalien de protection et de sécurisation de leurs représentants, les responsables du département de l'Administration territoriale ont opté plutôt d'emprunter la voie facile de la menace et de chercher à faire vibrer la fibre patriotique de l'opinion publique, qui du reste, est fatiguée de compter et pleurer les morts par manque de précautions prises. Le communiqué, comme l'interview, que nous considérons tous deux comme des appels au suicide, car n'offrant aucune garantie de sécurité à part les habi-

tuelles annonces sans suites ni effets, souligne avec force le rôle de « Capitaine à quitter le dernier le navire en perdition... ».

Cet appel au sacrifice ultime qui est aujourd'hui le quotidien de beaucoup de nos compatriotes et auquel peu de donneurs de leçons, selon les administrateurs, s'engageraient résolument, prouve que les autorités ne disposent d'aucune solution pour assurer à leurs représentants les conditions minimales nécessaires leur permettant de jouer pleinement leur rôle de coordination de l'action publique au niveau des circonscriptions administratives.

C'est un appel au suicide, indique le Synac et le Syltmat. « Nous répondons simplement mais avec fierté et dignité que les représentants de l'Etat, de par leurs carrières et leurs parcours faits de sacrifices, d'abnégation, de don de soi, de défense de l'intérêt général, de méconnaissance absolue de luxe et de confort dans leur vie quotidienne, n'ont de leçons de patriotisme à recevoir d'aucune autorité de ce pays. Les faits parlent d'eux-mêmes. Les Administrateurs civils et représentants de l'Etat du Mali sont les plus mal logés, les moins bien traités en termes de salaires, de moyens de déplacement, de gestion de carrières et les plus méprisés dans la sous-région... »

Selon eux, la rébellion déclenchée par le MNLA en 2012 a entraîné un phénomène d'insécurité sans précédent au Mali. Elle s'est installée avec persistance dans la 5ème Région et comme une métastase, se répand sur le reste du pays. « Après la grande insécurité avec armes de guerre, les représentants de l'Etat sont de plus en plus exposés à la nuisance du développement du communautarisme exacerbé par les notabilités locales, les ressortissants résidant à Bamako, à l'agressivité des associations de jeunes instrumentalisés par le manque de perspective d'avenir, à la montée en puissance des religieux et surtout au manque de culture institutionnelle et administrative de certains hommes politiques prompts à sacrifier les intérêts locaux ou personnels aux détriments de l'intérêt général. Face à ces nouvelles données, les syndicats ont tiré la sonnette d'alarme et réclamé plus de protection en faveur des représentants de l'Etat qui sont des cibles privilégiées dans un pays en pleine anarchie, où l'autorité est très mal perçue par la plupart des citoyens. Car au moindre mécontentement contre l'Etat ou tout autre, les foules furieuses prennent en cibles les représentants de l'Etat,

d'où la multiplication des cas de tentatives de lynchage, de saccages et de vandalisme des bureaux et logements ces derniers mois : Kani-Bonzon, Kéniéba, Diré, Sangha. À cette nouvelle forme d'insécurité se sont ajoutés les assassinats ciblés, les attaques ciblées, les menaces annoncées et exécutées. À titre d'exemple, le 3 mai 2019, le sous-préfet de Boura, dans le cercle de Yorosso, reçut un message SMS de menace de personnes se réclamant d'Al Qaeda. Comme promis, la menace fut exécutée le 15 mai sans qu'aucune disposition adéquate ne soit prise », explique Ousmane Christian Diarra. A Bandiagara, ajoute-t-il, il n'est un secret pour personne que tous ceux qui reçurent un avertissement à partir des listes dressées par les différentes milices ont été froidement abattus s'ils n'ont pas fui la ville. L'exemple le plus notable est celui du président local des commerçants, égorgé en plein marché au vu et au su de tous, le 11 juin 2019.

« Le sous-préfet de Tilemsi, dans le cercle de Goundam, reçut le 11 juin 2019 des menaces de mort d'une personne ayant poussé l'audace jusqu'à donner son nom avec un contact non dissimulé et lui rappelant un premier appel de menace de mort en date du 23 août 2017. Le 15 juin 2019, le premier adjoint de Bandiagara recevait à son tour des menaces précises contre sa personne et celle de sa famille, par appel téléphonique puis par SMS. C'est dans ce contexte d'un nouveau mode opératoire d'assassinat ciblé et annoncé à l'avance que les deux CEN ont demandé le repli de leurs militants, en attendant le désarmement promis par les plus hautes autorités ».

Le 12 septembre 2015, le sous-préfet de Ouenkoro a été agressé à son domicile par des manifestants. Bilan : 2 véhicules brûlés dont son véhicule personnel et un de l'Inspection de l'intérieur, en mission. Le 11 juin 2018, le sous-préfet de Kani-Bonzon a vu son domicile attaqué par des assaillants à motos. Bilan : do-

micile et véhicule personnel incendiés, vol de la somme de 2.750 000 FCFA, épouse et enfants violentés. Le 17 décembre 2018, agression du préfet lors d'une manifestation de la population réclamant la libération de trois (3) présumés assassins dans la cour de la Brigade de la gendarmerie. Le 23 mars 2019, après des menaces verbales, des inconnus s'introduisirent nuitamment dans le domicile du sous-préfet central et brûlèrent son hangar. Le 02 avril 2018, sous la houlette de politiciens locaux, la jeunesse instrumentalisée de Koro organisa une marche pour réclamer le départ du préfet et de tous les sous-préfets. Le 7 avril 2018, le bureau du préfet fut violé par des jeunes le menaçant à quitter la ville sous peine de lynchage. Le 13 avril 2019, le domicile du nouveau préfet fut pris d'assaut par les populations pour réclamer la libération de chasseurs présumés assassins. Le 24 février 2019, le camp militaire de Dioungani subit une attaque quand le sous-préfet y était présent. Le 15 mars 2019, le même sous-préfet fut blessé au cours d'une embuscade tendue par des terroristes alors qu'il se trouvait dans un convoi militaire. Le 12 juin 2019, suite à l'interpellation par la Minusma de deux présumés assassins du président local des commerçants de Bandiagara, les bureaux du sous-préfet de Sangha ont été pris d'assaut par un nombre impressionnant de chasseurs réclamant leur libération et la revue à la hausse du bilan du massacre de Sobane-Da, à défaut ils annoncèrent qu'ils prendront en cible tous les symboles de l'Etat. Le 15 juin 2019, le premier adjoint au préfet reçoit un message téléphonique (SMS) l'annonçant sa tuerie par égorgement avec tous les membres de sa famille, en raison de son appartenance à l'ethnie peulh.

Dans ce contexte, parler du patriotisme aux administrateurs est vraiment désolant, dénonce-t-il. « Mais les CEN Synac et Syltmat sont loin d'être surpris par les propos méprisants et moralisateurs contenus dans le communiqué et l'inter-

view du ministre en charge de l'Administration territoriale. C'est pourquoi les autorités nationales pensent que les administrateurs civils doivent être les premiers à affronter les conséquences de leurs faiblesses (le capitaine qui doit être le dernier à quitter le navire) et les derniers à occuper les postes auxquels ils doivent légitimement prétendre. Les CEN Synac et Syltmat rappellent que leurs militants n'ont pas attendu la lecture de l'hymne national pour être les derniers à quitter Kidal, Tombouctou et Gao en 2012 quand des généraux abandonnaient le navire sans donner l'alerte. Les CEN Synac et Syltmat rappellent que l'évocation sélective des dispositions des statuts des fonctionnaires et du corps préfectoral qui, au demeurant, imposent à l'Etat la protection de tous ses agents dans l'exercice de leur fonction, ne saurait émouvoir les administrateurs qui ont suffisamment compté leurs morts et blessés par la faute d'autorités qui n'ont pas assumé à hauteur de responsabilité leur mission de veille et d'anticipation. En tirant leçon de la volonté des autorités du département de l'Administration territoriale de mettre les représentants de l'Etat dans une situation d'insécurité sans défense, les CEN Synac et Syltmat s'engagent désormais à poursuivre en justice, au pénal comme au civil, toute autorité par la faute de laquelle il y aurait atteinte à la vie d'un représentant de l'Etat. Les CEN Synac et Syltmat demandent de nouveau à tous leurs militants dans les huit (8) cercles et 55 arrondissements de la région de Mopti à rejoindre la ville de Mopti ou toutes autres localités plus sécurisées, jusqu'au désarmement total de toutes les milices ou jusqu'à la prise de mesure de protection sécuritaire par les autorités compétentes », indique la déclaration des administrateurs, signée par Olivier Traoré et Ousmane Christian Diarra.

■ Zan Diarra





IBK chez le Chérif de Nioro : L'Etat à terre !

La première institution de la République était à terre pour implorer le pardon du très respecté Chérif de Nioro, « Bouillé » Haïdara. Le bonheur du président était immense, pareil à son angoisse d'avant cette rencontre.

Il aurait voulu le faire incognito, à tout le moins, à en juger à la réaction de ses fistons qui ont supplié certains de nos confrères de ne pas publier les images de la rencontre sur les réseaux sociaux. C'est raté ! Il ne pouvait en être autrement.

Le soulagement et le bonheur du président de la République sont incommensurables. Tant le poids de la fatwa sur sa tête, décrétée par le Chérif de Nioro du Sahel, était lourd. Celui-ci avait juré la perte d'Ibrahim Boubacar Keïta. Ayant fait des pieds et des mains, il n'aura pu forcer les portes de l'influent chef hamalliste. La délivrance viendra d'un de ses désormais fa-

rouches ex ????? opposants : Tiébilé Dramé. Tout un symbole !

Après une longue période de bouderie entre les deux hommes, ils se revoient enfin, le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, et le très respecté Chérif de Nioro, Bouillé Haïdara. Ce lundi 24 juin, le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, s'est invité chez le Chérif de Nioro, Bouillé Haïdara.

Qu'est-ce qu'il était allé y faire ? Secret de polichinelle : à terre, il a imploré le pardon de l'éruudit de Nioro du Sahel (et s'est mis à terre puisqu'il a dû s'asseoir sur sa dignité de président de la République). Ses accompagnateurs ont dû souffrir pour sécher les larmes de Ibrahim Boubacar Keïta.

À Nioro du Sahel, semble-t-il, les deux hommes ont fait la paix. Si rien n'a filtré de la rencontre, sur les images de la rencontre, le visage d'Ibrahim Boubacar Keïta se fendait d'un large sourire, sans doute parce qu'il a reçu l'absolution

du Chérif. C'est bon pour le spectacle, il y a mieux.

Était-ce si important pour la première institution de la République de s'agenouiller devant le Chérif de Nioro du Sahel ? Oui, peut-être, parce que le président de la République était rongé par le sentiment de culpabilité.

Oui, parce que l'angoisse d'une fin tragique et la menace d'un renversement de régime indisposaient le président de la République. Oui, parce que, selon des observateurs, l'absolution du Chérif pourrait avoir valeur de bénédiction pour le régime en place.

Non, parce que, comme il le répète à souhait : « Mon honneur n'est pas à jeter aux chiens ». Non, parce que, quelque chose en un être humain lui défend de forcer la porte qui se ferme, et la main qui se retire.

■ Bourama Keïta



Honorable Issa Togo à propos des massacres du centre : « Nous aimons ce pays et on ne peut pas le laisser tomber ! »

Suite aux récentes attaques perpétrées au centre du pays, précisément dans les villages de Sobane-Dah, de Yoro et de Gangafani dans la région de Mopti, faisant des dizaines de morts, le Collectif des Associations de Jeunes du Pays Dogon (CAJPD) a organisé une marche pacifique afin d'interpeller, une énième fois, l'État sur ses responsabilités. Au cours de cette manifestation, nous avons pu interroger l'honorable Issa Togo, député élu à Koro. Dans cet entretien, l'honorable nous réaffirme sa détermination à continuer la lutte aux côtés de la jeunesse jusqu'au retour définitif de la paix à travers tout le Mali. Lisez plutôt !

Honorable Issa Togo, quelle est votre motivation en accompagnant la jeunesse pour cette marche ?

Je pense qu'il faut d'abord montrer le mécontentement, parce qu'il y a eu trop de morts. Cela dit, les jeunes ont raison. Surtout, je me dis que c'est l'occasion pour les uns et les autres de se donner la main afin de chercher la solution à ce problème. Il faut reconnaître que là où l'on est arrivé, il ne s'agit plus de politiser, mais plu-

tôt de regarder dans la même direction. Nous sommes tous les fils du terroir et nous aimons tous d'où nous venons. La seule chose qui vaille aujourd'hui est de dialoguer dans un langage franc.

Dialoguer avec qui ?

D'abord, entre nous enfants du terroir. Puisqu'entre nous, on se connaît. On sait qui est qui et qui fait quoi. Et si ensemble on se dit le langage de la vérité avec des réelles ambitions de sortie de crise, on peut trouver une porte de sortie. Et l'État va nous accompagner.

La situation dans son ensemble a trop duré. Selon vous, qu'est-ce qu'il faut faire concrètement ?

Il n'y a pas de solution miracle. Il faut seulement que les gens s'assument. Que sur le terrain on se parle, qu'on accepte de se pardonner et savoir qu'au final, c'est tout le monde qui perd. Après cela, il faut que l'État soit présent à travers l'armée malienne.

Lors du Conseil des ministres du 20 juin 2019, le président de la République a nommé le professeur Dioncounda Traoré

comme son Haut représentant pour le centre. Comment interprétez-vous cette décision ?

Le président est le seul à savoir pourquoi il a confié cette responsabilité à Dioncounda Traoré. Nous autres, on va l'accompagner pour le bien du Mali.

Honorable, une partie de la jeunesse de la région de Mopti reste très critique à l'égard de ses députés. Parlez-nous un peu des actions que vous avez menées dans la région en tant qu'élu ?

La résolution de cette crise fait partie de notre quotidien. C'est depuis 2015 qu'on est sur pied chaque jour pour essayer de ramener la paix. De 2015 à nos jours, je ne sais même pas le nombre de voyages que j'ai effectués entre Bamako et le Cercle de Koro, notamment dans le village de Gonogrou. Je ne sais pas non plus le nombre de réunions que j'ai eu à tenir sur ce problème et je vous assure qu'il en est de même pour les autres députés de la région.

On a fait Youarou, Ténenkou, Douentza, Koro, Bankass, Bandiagara et autres. Toutes ces actions ont été menées dans le cadre du Collectif des Députés de la région. Et individuellement, nous sommes allés dans tous les villages qui ont été victimes, en tous cas en ce qui me concerne, je suis allé m'imprégner de leurs nouvelles. Mais malheureusement, qu'est-ce que nous constatons ? Nous parlons, mais il faut aussi un accompagnement. L'accompagnement c'est quoi ? Lorsque que nous alertons, il faut que l'État soit présent pour dénouer.

S'il y a un village qui est sous une menace et que nous communiquons là-dessus et que les autorités administratives sont informées, des mesures doivent être prises. Mais, si ces derniers ne viennent que le lendemain, qu'est-ce que vous voulez que nous fassions ? Nous sommes les fils du terroir, nous aimons beaucoup le pays dogon et toutes les zones de la région de Mopti. Nous aimons ce pays et on ne peut pas le laisser tomber.

Est-ce à dire que les populations peuvent toujours compter sur votre accompagnement ?

Absolument, nous sommes à 100% à leur disposition.

■ Entretien réalisé par Amadou Basso

Mise en œuvre de l'Accord d'Alger : Le respect de l'intégrité territoriale seul du Mali ne suffit pas !

La cellule de communication et des relations publiques de la Présidence de la République vient de nous informer que le Président de la République, chef de l'État, son excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta, a reçu en audience en début de soirée le lundi 17 juin 2019, une forte délégation du Comité de suivi de l'Accord, conduite par le ministre des Affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire S.E.M. Boukadoum Sabri, des délégations de la CEDEAO, de l'Union Africaine, de l'Union Européenne et d'autres partenaires de l'accord. Le CSA a rencontré le Président de la République pour lui faire le point des travaux de sa 3e session tenue ce jour à Bamako.

Selon un diplomate étranger la rencontre s'est très bien déroulée et le Président de la République son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta a réitéré son engagement et son soutien à la communauté internationale à accélérer la mise en œuvre de l'Accord et également le respect de l'intégrité territoriale du Mali sur toute l'étendue du territoire national. La rencontre qui a eu lieu au Palais Présidentiel de Koulouba s'est déroulée en présence du Premier ministre, chef du gouvernement impliqué directement dans la mise en œuvre de l'accord et des proches collaborateurs du Président de la République. Ce que IBK doit savoir, c'est que le respect de l'intégrité territoriale seule ne suffit pas à stabiliser le Mali, si dorénavant il doit se retrouver avec deux territoires distincts, deux armées distinctes, deux types de citoyens dont l'un va travailler pendant 20 ans pour assurer le développement de l'autre partie qui ne se considère plus comme malienne.

Le respect de l'intégrité territoriale seule ne sert à rien si le drapeau malien (vert, or, rouge) adopté depuis le 22 septembre 1960 cohabite avec un autre fanion dénommé "Drapeau de l'Azawad", et s'il y a deux types de citoyens un supérieur à l'autre en droit et en devoir. Le res-

pect de l'intégrité territoriale seule du Mali nous amènera à la catastrophe lorsque c'est l'État qui paye les factures d'électricité et d'eau à la place des populations de Kidal, au moment où au sud, les habitants croulent sous le poids des factures d'EDM et de la SOMAGEP. Le respect de l'intégrité territoriale seule du Mali est une fuite en avant lorsque les villes de Kidal, Tessalit, Aguelhok sont interdites aux FAMA, lorsque 66% des éléments devant résider dans les régions du nord sont constitués par les éléments originaires de cette localité. Dans ce cas, la séparation se fera entre le sud et le nord et chaque partie aura son territoire et son indépendance, chose planifiée depuis 1958 par le colonisateur français.

Le seul respect de l'intégrité territoriale du Mali ne suffit pas pour nous décoloniser pour une deuxième fois lorsque l'armée française fait semblant d'ignorer les lieux de cache des terroristes, lorsque nos bases sont occupées par l'armée française, au lieu des FAMAs et lorsque l'accord de coopération militaire nous impose, une mission à contenu assez flou pour englober toute action militaire menée par la France, en donnant carte blanche à la soldatesque française. Le respect de l'intégrité territoriale seule

du Mali ne suffit pas lorsque l'article 5 de l'accord de coopération de défense entre la France et le Mali permet au détachement français de circuler sans restriction sur le territoire malien sans qu'il ait à solliciter un accompagnement par les FAMA. C'est-à-dire que l'État malien n'a aucun droit de regard et encore moins un moyen de contrôle sur les agissements des troupes françaises sur le sol malien, alors que la France prend bien soin d'incorporer au sein des unités maliennes des détachements de liaisons et d'appui afin de garder un œil sur les actions des soldats maliens. Le seul respect de l'intégrité territoriale du Mali ne suffit pas lorsqu'il y a un comble d'hypocrisie selon l'article 12 dudit Accord qui nous rappelle que le présent échange de lettres n'a pas pour effet d'abroger l'Accord de coopération militaire technique du 6 mai 1985, lequel accord de coopération exclu toute possibilité de stationnement d'unités constituées des forces armées françaises sur le territoire malien. Le seul respect de l'intégrité territoriale du Mali va faire en sorte que la France agit selon ses besoins et non ceux du Mali, en piétinant allègrement la souveraineté des Maliens. Ce qui constitue un grave retour en arrière sur le plan de l'indépendance et de la souveraineté malienne. Elle constitue par conséquent une future mainmise de la France sur le Mali hautement condamnable. IBK sera-t-il dans la même logique que le gouvernement de vichy en 1940 ?

■ **Badou S KOBA**



**PLUS DE DÉBIT
AUX MÊMES PRIX**

Malitel

Proche de vous



DE L'ADSL HAUT DÉBIT EN ILLIMITÉ
jusqu'à **20 MBIT/S** à partir de 9900 FCFA / mois.

Rendez- vous dans nos agences

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

SPRIT

Religion : Les pays occidentaux incarnent mieux les valeurs de l'islam que les pays musulmans



L'étude "Indices d'Islamicité", portant sur les pays qui respectent les lois prescrites dans le Coran et recommandées par le prophète, a montré que les pays occidentaux incarnent mieux les valeurs de l'islam que ceux où il est partie intégrante des systèmes de gouvernance. L'étude a été réalisée par le professeur iranien des affaires internationales, Hossein Askari.

Sur l'index 2018, le Maroc a été classé 94ème sur un total de 153 pays au niveau mondial, et 15ème sur 40 pays musulmans. Sur le plan juridique et de la gouvernance, le pays arrive à la 69ème position avec un score de 5.14, et à la 85ème place dans le développement économique, enregistrant un score de 4.54.

Les critères d'évaluation concernaient le développement humain et économique, les lois et la gouvernance, les droits politiques et de l'homme ainsi que les relations internationales, plutôt que les croyances religieuses personnelles ou autres pratiques islamiques

comme la prière, le jeûne ou le pèlerinage. Sur les volets droits de l'homme et relations internationales, le Maroc arrive en queue du peloton aux 132ème et 114ème places respectivement.

Dans le classement général, la Nouvelle Zélande arrive en tête de liste, suivie de la Suède, les Pays-Bas, l'Islande et la Suisse, qui a enregistré les meilleurs scores en termes de développement économique et des droits de

l'homme, la justice, la gouvernance et les relations internationales.

Les pays arabes arrivés en top position sont les Émirats arabes unis, l'Albanie, la Malaisie et le Qatar. Ils restent toutefois loin derrière 44 autres pays, comme le Panama, Israël, Malte et le Japon, pour n'en citer que quelques-uns.

L'Albanie et la Malaisie ne sont pas des pays Arabes.



Ashley Henry dans les bacs : Le prometteur jazzman anglais annonce son premier album

Sur *Beautiful Vinyl Hunter*, le pianiste invite un collectif impressionnant parmi lesquels on retrouve Makaya McCraven, Keyon Harrold, Ben Marc, Luke Flowers, MC Sparkz, Jaimie Branch, Binker Golding et Joshua Idehen.

Considéré comme une des figures de proue de la scène jazz UK, Ashley Henry est le pianiste dont tout le monde parle. Récemment invité par le rappeur Loyle Carner pour ses premières parties en Angleterre, Christine & The Queens l'a choisi pour intégrer sa band lors de sa récente tournée mondiale. Après avoir sorti l'année dernière un deuxième EP avec une reprise de « The World is Yours » du rappeur culte Nas, Henry dévoilait la semaine dernière deux extraits de ce premier album prévu pour le 6 septembre prochain. À l'image du titre "THE MIGHTY" avec son compatriote bassiste Ben Marc, le jeune jazzman pioche dans un grand nombre d'influences, entre jazz, beats, hip-hop, punk et grime avec une aisance déconcertante. Sur « Dark Money », sur lequel il invite le maître à jouer Makaya McCraven, Ashley Henry montre toute l'étendue de ses inspirations entre héritage et modernité. Il explique : "Ma musique est une claire expression de ce que je suis; de ce qu'est Londres dans toute sa glorieuse mixité. L'immigrant en moi a des racines qui



remontent jusqu'aux dix-septième siècle. Il est important pour moi que ma musique aujourd'hui reflète ce lignage à travers différents genres musicaux et différentes générations". Un tout premier album qui s'annonce donc plus que prometteur, à la fois ambitieux et puissant, porteur d'une énergie singulière générée par l'habileté personnelle d'Ashley Henry pour

rassembler toutes ses influences en une tapisserie de couleurs musicales cohérentes entre elles.

« The Mighty », à retrouver dans notre playlist Noir Wave sur Spotify et Deezer. *Beautiful Vinyl Hunter* est prévu pour le 6 septembre prochain via Sony Music.

**WESTERN
UNION**

WU SM

MONEY TRANSFER

Attentat en Tunisie : Un policier tué et huit blessés dans deux attentats-suicides à Tunis

Ce double attentat témoigne de la résilience de certains groupes terroristes en Tunisie, malgré une amélioration générale de la situation sécuritaire.

Un policier a été tué et huit autres personnes ont été blessées jeudi 27 juin à Tunis dans deux attentats différents dans le centre-ville et devant une caserne de la garde nationale, des incidents témoignant de la résilience de certains groupes terroristes en Tunisie malgré une amélioration générale de la situation sécuritaire.

La première attaque, qui a fait cinq blessés, a été perpétrée par un kamikaze s'étant fait exploser devant une voiture de la police municipale. Selon un journaliste du Monde Afrique présent sur place, l'attaque a eu lieu au niveau des arcades de l'avenue Charles-de-Gaulle qui prolonge la célèbre avenue Bourguiba vers l'entrée de la médina. « J'ai vu les parties du corps du kamikaze se disperser », témoigne une femme en état de choc. Un autre témoin rapporte qu'il a vu la « voiture de police soulevée » par le souffle de l'explosion.

Dans les minutes qui ont suivi, des unités antiterroristes, le visage dissimulé par des cagoules, ont fait leur apparition, bloquant les accès des différentes rues de ce centre-ville très fréquenté. Au milieu des sirènes hurlantes, de nombreux policiers en civil vérifiaient l'identité de passants leur semblant présenter l'apparence de ressortissants étrangers. Par ailleurs, un autre véhicule a explosé sur le parking de la direction antiterroriste de la caserne d'El Gorjani, à Tunis, faisant quatre blessés parmi les policiers.

« Nous avons démantelé ces dernières semaines de nombreuses cellules terroristes dormantes », a commenté un responsable de l'information du gouvernement, Yousef Chahed, qui fait état d'une opération de « démantèlement » jeudi matin dans la région de Gfsa (centre-ouest).

Ce double attentat survient dans un contexte politique tendu, alors que les Tunisiens sont appelés à voter à l'automne pour un double scrutin, législatif et présidentiel. L'adoption

d'une nouvelle loi électorale visant à écarter des candidats « outsiders » bousculant les partis politiques établis a soulevé de vives controverses.

Peu après ce double attentat, le président de la République, Béji Caïd Essebsi, âgé de 92 ans, a été hospitalisé pour un « malaise grave », a annoncé la présidence tunisienne. L'un de ses conseillers a déclaré que l'état de santé du président était « critique », mais « stable », démentant des rumeurs faisant état de sa mort.

Année noire de 2015

Le 29 octobre 2018, une attaque quasi similaire à celle de jeudi s'était produite sur l'avenue Bourguiba. Une femme kamikaze s'était fait exploser à proximité d'un véhicule de police, blessant vingt personnes, dont quinze membres des forces de l'ordre et cinq civils.

Ces deux séries d'attaques – de facture plutôt artisanale – surviennent alors que la Tunisie avait recouvré une certaine sécurité après l'année noire de 2015. Celle-ci avait vu se succéder l'attaque contre le Musée du Bardo le 18 mars (vingt-deux morts, dont vingt et un touristes et un policier), l'assaut contre la station balnéaire de Port El-Kantaoui près de Sousse le 26 juin (trente-huit touristes étrangers tués) et l'attentat-suicide contre un bus de la garde présidentielle dans la capitale le 24 novembre (douze policiers tués).

Ces trois attaques avaient été revendiquées par l'organisation Etat islamique (EI). Tout comme l'EI avait revendiqué l'attaque du 7 mars 2016 contre Ben Gardane, ville frontalière avec la Libye, qui avait tué, à l'issue de combats très violents, douze membres des forces de l'ordre et sept civils. Quarante-six assaillants djihadistes avaient aussi trouvé la mort. Depuis lors, le péril terroriste avait cessé de préoccuper la population tunisienne alors que les forces de sécurité poursuivaient leur travail de démantèlement des « cellules dormantes ». La perception extérieure de la Tunisie s'était notablement améliorée comme l'a illustré une reprise de la fréquentation touristique ces deux dernières années.



Démission de Aliou Sall : Les alliés du président créent la surprise !

Au moment où des hautes personnalités de l'État fustigent la démission d'Aliou Sall à la tête de la Caisse de Dépôt et Consignations, qui selon eux, donnerait raison à ses détracteurs, le guide religieux, Cheikh Ibrahima Diallo, soutient que l'acte du frère du président Macky peut apaiser le tollé. « Quand des hommes aigris, traumatisés par des frustrations électorales successives versent dans des débats stériles, des supputations et accusations mensongères qui font enflammer la société pour faire régner le désordre, seuls les braves peuvent taire leurs am-

bitions et faire revenir la sérénité », lance en boutade le secrétaire général du parti justice développement.

La démission de Aliou Sall lui fera encore gagner la sympathie des plus sceptiques, explique-t-il encore. « Peu d'hommes d'État sénégalais ont la culture de la démission. Avec cet acte, le maire de Guédiawaye aura tout le temps de mener son combat judiciaire qui va restaurer à jamais sa dignité », dit-il.

■ Babacar Touré



Côte d'Ivoire : L'ONU appelle à « redoubler d'efforts » en vue de la présidentielle de 2020

Alors que la coalition qui avait permis l'élection du président Ouattara a volé en éclats, le scrutin s'annonce tendu, selon de nombreux observateurs.

L'ONU a appelé les Ivoiriens à « redoubler d'efforts », mercredi 26 juin, pour que la présidentielle de 2020, qui s'annonce tendue selon de nombreux observateurs, « soit synonyme de paix ».

« Tout le monde doit redoubler d'efforts pour que le prochain scrutin présidentiel soit synonyme de succès, de paix pour tout le peuple ivoirien », a déclaré l'émissaire du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, à l'issue d'un entretien avec le président Alassane Ouattara. « L'élection est une étape majeure dans la consolidation de la démocratie et le développement », a-t-il ajouté.

La Côte d'Ivoire a connu une décennie de trou-

bles entre 2002 et 2011, avec un pays coupé en deux, entre pouvoir et rebelles. Les tensions ont culminé avec la crise post-électorale de 2010-2011, née du refus de Laurent Gbagbo de reconnaître la victoire de son rival, Alassane Ouattara. Cette crise avait fait 3 000 morts. Les Nations unies avaient déployé une force, l'Unoci, en 2004. Sa mission a pris fin en 2017.

Ouattara laisse planer le mystère

Beaucoup craignent une présidentielle 2020 difficile. La coalition qui avait permis l'élection du président Ouattara en 2010 et sa réélection en 2015 a volé en éclats. Agé de 77 ans, le président entretient le mystère quant à une éventuelle candidature. S'il aura déjà accompli deux mandats en 2020, il estime avoir le droit

de se représenter en raison d'un changement de Constitution en 2016, ce que conteste l'opposition.

L'ancien président Henri Konan Bédié (1993-1999), 85 ans, ancien allié de Ouattara, laisse lui aussi planer le doute sur sa candidature. Lors de son entretien avec le président, Mohamed Ibn Chambas a aussi évoqué « la sécurité régionale et la nécessité de renforcer la coordination entre acteurs et partenaires régionaux pour faire face aux défis liés à la sécurité et au développement ». Les deux hommes ont également « fait le point de la coopération entre les Nations unies et l'Union du fleuve Mano [Liberia, Sierra Leone, Guinée, Côte d'Ivoire] », car « la Côte d'Ivoire joue un rôle très vital dans la consolidation de la paix et la sécurité dans la sous-région ».



L'appel du Comité de normalisation : Aux candidats à la présidence de la Fédération malienne de football



Conformément aux dispositions de l'article 49 des Statuts de la Fédération Malienne de Football, le Secrétariat Général a le plaisir de vous informer de l'appel à candidature pour l'élection du nouveau Comité Exécutif de la FEMAFOOT prévue le 29 Août 2019.

A cet effet, nous demandons à toute personne intéressée par cette candidature, de bien vouloir déposer son dossier accompagné de la liste complète des membres de son bureau avec indication du poste occupé par chaque membre.

En application des articles 45.4 et 47.1 des Statuts :

- chaque liste doit être soutenue par au moins trois (3) membres de la FEMAFOOT et doit obligatoirement inclure au moins une femme sous peine d'invalidation de la liste.
- chaque membre ne peut apporter son soutien qu'à une seule liste.

Le Comité Exécutif de la FEMAFOOT est composé de Dix-huit (18) membres dont un (1) président, deux (2) Vice-Présidents et 13 autres membres élus.

Le dossier de candidature comprend en outre les pièces suivantes:

- Un extrait d'acte de naissance ou un jugement supplétif en tenant lieu;
- Un certificat de nationalité malienne;

Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;

Une déclaration sur l'honneur ou une attestation de non-condamnation à une infraction au Code d'Ethique de la FIFA dans les dix (10) dernières années précédant le dépôt de la candidature.

Un certificat de résidence;

Un curriculum Vitae portant mention d'un rôle actif joué par le(a) candidat(e) dans le football au sein d'un organe d'un membre de la FEMAFOOT et ce, pendant au moins trois (3) ans au cours des dix (10) dernières années précédant le dépôt de la candidature.

Une photo d'identité

Les dossiers de candidatures doivent être déposés au Secrétariat Général de la FEMAFOOT contre récépissé au plus tard le jeudi 29 juillet 2019 à 16h (délai de rigueur) ou envoyés par courrier électronique à l'adresse: candidatures.femafoot2019@gmail.com dans les mêmes délais (29 juillet 2019 à 16h au plus tard).



Coupe du monde U-19 de basketball Héraklion (Grèce) 2019 : L'accompagnement des champions par le ministre



Le Ministre de la Jeunesse et des Sports Arouna Modibo Touré à la rencontre des champions d'Afrique avant leur départ pour la coupe du monde U-19 de Basket-ball. C'était hier à l'hôtel Millenium à l'ACI 2000.

« Sachez que le peuple malien et les plus hautes autorités du pays comptent sur vous, par votre brillante victoire ici à Bamako lors de l'afro basket de votre catégorie, vous avez fait vibrer tout un peuple en devenant champions d'Afrique. Donc le boulot continue même si la coupe du monde est un autre niveau et je sais que vous avez les qualités techniques et tactiques pour mettre en demeure vos adversaires pendant cette campagne mondiale », a expliqué en substance aux joueurs du coach Elhadji Dicko, le chef du département de la Jeunesse et des Sports.

À préciser que 16 équipes seront engagées du 29 juin au 7 juillet à Héraklion (Grèce) dans cette 14e Coupe du Monde U19 FIBA et le spectacle sur l'île grecque s'annonce d'ores et déjà passionnant pour Siriman Kanouté et ses camarades. L'équipe du Mali s'est envolée hier soir pour l'île grecque où elle est logée dans le groupe B en compagnie de l'Australie, le Canada et la Lettonie.

SAMA
Service d'Assistance au Malien à l'Étranger

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT



CAN 2019 : Les «Pharaons» d’Egypte affichent leur soutien à Amr Warda

Ces joueurs de l’équipe d’Egypte de football ont affiché leur soutien à Amr Warda, exclu du groupe qui dispute actuellement la Coupe d’Afrique des nations 2019 à domicile. Quelques heures après leur qualification pour les huitièmes de finale de la CAN 2019, les « Pharaons » ont pris la défense de l’attaquant, soupçonné d’harcèlement sexuel. « Bannir n’est pas la solution », a indiqué sur Twitter la superstar Mohamed Salah, sans mentionner le nom de son sulfureux coéquipier.

La contre-attaque s’organise chez les « Pharaons » d’Egypte, dans la foulée de leur qualification en huitièmes de finale de la CAN 2019. Quelques heures après l’exclusion d’Amr Warda, soupçonné d’harcèlement sexuel, ses

coéquipiers en équipe nationale ont affiché leur solidarité envers l’attaquant âgé de 25 ans.

Le héros des deux premières rencontres égyptiennes à la CAN 2019, Mahmoud Hassan Trezeguet, a ainsi été un des premiers à dégainer. « Si un joueur fait une erreur, les fans devraient le soutenir parce que nous formons une seule et même équipe, une famille et, si nous gagnons le titre, nous le ferons tous ensemble », a souligné l’homme du match face à la RD Congo (2-0).

Un message de Mohamed Salah

Capitaine et buteur face aux « Léopards » de la RDC, Ahmed Elmohamady a été encore plus

offensif. « Amr Warda est un des nôtres et nous faisons tous des erreurs », a insisté le défenseur, au micro de la chaîne de télévision Time Sports. Nous n’allons pas laisser Warda tomber ».

Même la superstar du football africain, Mohamed Salah, y est allé d’un message, certes plus généraliste mais qui pourrait peser lourd dans la balance. « Les femmes doivent être traitées avec le plus grand respect, débute l’attaquant, dans un message sur Twitter. ‘Non’, ça veut dire ‘non’. Ces choses sont sacrées et doivent le rester. Je pense aussi que beaucoup de ceux qui font des erreurs peuvent changer pour le mieux et ne devraient pas être envoyés directement à la guillotine, ce qui est la solution de facilité ». Le pensionnaire de Liverpool ajoute : « Nous devons croire en une seconde chance. Nous devons guider et éduquer. Bannir n’est pas la solution. »



Bélier (21 mars - 19 avril)

Une idée géniale pourrait vous parvenir pendant la nuit. Vous la soumettez à votre environnement de travail qui l'accueillera avec enthousiasme. Cette intervention de votre part vous vaudra d'être remarqué par vos supérieurs. Un appel ou un e-mail d'un éventuel acheteur pour votre bien immobilier pourrait vous parvenir. Ne tardez pas, il faut battre le fer pendant qu'il est encore chaud. Vous réussirez à décider cette personne à acheter.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous allez lorgner sur un poste de responsabilités. Ce dernier sera convoité par de nombreuses personnes. Fidèle à vous-même, vous serez prêt à leur griller la politesse pour l'obtenir. C'est pourquoi vous déposerez votre candidature aujourd'hui.

À cause d'un zodiaque excessivement volatile, votre signe va connaître de grosses turbulences financières. En conséquence, vous pourrez faire une croix sur vos projets d'épargne ce mois-ci... Vos rapports avec l'argent seront empreints de colère.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le dicton Un tient vaudra mieux que deux tu l'auras conditionnera votre décision. Sur le fond, vous aurez peut-être raison, mais dans une perspective d'avancement professionnel, votre refus de changement pourrait freiner sérieusement votre évolution.

On essaiera de vous vendre quelque chose, mais comme cela sentira l'arnaque à plein nez, vous ne mordrez pas à l'hameçon. Par ailleurs, vous examinerez attentivement tous les tenants et les aboutissants avant de vous engager dans une affaire financière.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les relations avec les supérieurs hiérarchiques ne sont pas spécialement bonnes. Vous remarquez des dysfonctionnements et des difficultés entre les collègues. De l'éparpillement dans les tâches et un manque de personnel peut réduire la productivité.

Comptez sur des soldes ou des bonnes affaires pour garder la stabilité dans votre vie financière. Il est conseillé de ne pas trop dépenser pour garder de la trésorerie. Des paiements restent importants et empiètent sur le budget consacré aux loisirs.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre astre, le Soleil, placé en Cancer, nourrira votre imagination et votre créativité. Grâce à cela, vous serez en mesure de trouver les solutions adéquates pour chaque problème qui vous sera proposé. Cela vous permettra de progresser dans vos objectifs.

Une idée vous viendra à l'esprit aujourd'hui. Celle-ci aura trait à un placement financier ou une façon de gagner de l'argent à laquelle vous n'aviez pas encore pensé. N'hésitez pas à la mettre en oeuvre, c'est une idée porteuse.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Dans votre travail, vous serez professionnel et extrêmement courtois. Pas la moindre grogne ou le plus petit signe d'énervement. Votre calme sera trompeur. D'ici quelques jours, vous allez donner votre préavis ! Vous avez tout simplement trouvé mieux.

Pour séduire une personne, vous vous mettez tout d'un coup à mener la vie de château. Berline de luxe allemande, beaux vêtements, etc. En fait, tout ne sera que de la location ! Seul le prestige comptera à vos yeux, et le fait d'en mettre plein la vue !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous vous montrerez très impatient et cela rejaillira sur vos activités. Vous ne supporterez pas que vos interlocuteurs tardent à vous répondre. Certes, il faudra que les choses progressent, mais vous ne pourrez pas avancer plus vite que la musique.

Vous croirez que votre manque de rapidité à prendre une décision vous fera louper une affaire en or. Remerciez plutôt les qualités de prudence liées à votre signe, car au contraire, vous gagnerez de l'argent en ne les plaçant pas dans une affaire fumeuse.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le climat professionnel tourne plutôt vers un climat bon enfant. Vous pourriez être satisfait de la journée grâce à une bonne complicité entre collègues. Du changement peut cependant être désiré dans vos fonctions, car la routine commence à être ressentie.

Le contexte est propice à une prudence. La générosité et l'impulsivité sont la cause de dépenses imprévues dans votre budget. Uranus et la Lune en Taureau peuvent vous rendre sensible aux articles destinés à la décoration ou à compléter votre garde-robe.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous pourriez recevoir une réponse positive à votre demande de mutation, surtout s'il s'agissait d'une demande pour l'outremer ou la côte. Pour tous les Sagittaire en tout cas, ce jour sera celui de la réussite et de la reconnaissance. Vous pourriez avoir une jolie surprise au courrier ce matin. Il pourrait s'agir, en effet d'une somme d'argent que vous devez à l'administration et qui mettra du beurre dans les épinars. À noter qu'il pourrait s'agir d'argent lié à une affaire familiale.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Dans l'exercice de votre métier, vous aurez une règle d'or ! Même si certains collègues sont devenus vos amis, vous resterez professionnel. En clair, vous ne fermerez jamais les yeux sur leurs erreurs, surtout si vous avez un poste de responsable.

Que ce soit en amour, au travail ou dans tout autre domaine, vous ne vendrez jamais votre âme au diable pour de l'argent. Vous le direz aujourd'hui à votre partenaire. Si possible, vous lui demanderez ou plutôt lui donnerez le conseil de faire de même !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Alors que tout sera en place pour vous permettre d'aller de l'avant, vous hésitez et vous tergiverserez... Sans doute ne disposerez-vous pas de toutes les informations voulues, mais attendre en restant les bras croisés ne sera pas la bonne solution.

Avantagé par Mercure dans votre secteur d'argent, vous disposerez des meilleurs atouts pour défendre vos intérêts. Entre des dossiers administratifs, des accords à valider, vous aurez pas mal de paperasse. Chacune de vos signatures sera de bon augure.



Poisson (19 février - 21 mars)

Après des efforts, la récompense arrive. Vous recevez des encouragements de la part de vos collègues ou de supérieurs hiérarchiques. Pendant des activités, il est recommandé de ne pas prendre à coeur la désorganisation ou le stress sur le lieu de travail.

L'ambiance est à la sérénité et vous rêvez à des achats que vous souhaitez faire. Les paiements sont liés à l'habitat avec le désir d'acquérir des objets décoratifs. Neptune en Poissons change votre relation à l'argent, vous commencez à vous en détacher.

FOEY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie